



RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
 - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
 - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres et les instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers.

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation

IMMobilisations CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Certaines catégories d'actifs telles que les terrains et constructions sont évaluées à la juste valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions Exploitation :

Catégorie	Composants	Durée d'utilisation
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Facade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Etanchéité, électricité, précablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilisation propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

Cette méthode est appliquée à une catégorie d'actifs, dont la fréquence de la réévaluation dépend les fluctuations de la juste valeur desdites immobilisations.

La juste valeur : correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : corresponds au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilisation.

La durée d'utilisation : désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Note Changement de méthode comptable :

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION DES TERRAINS ET CONSTRUCTIONS:

Le changement de méthode d'évaluation de la catégorie terrains et constructions des immobilisations corporelles, a été opéré le 01.01.2020. Le modèle retenu est celui de la juste valeur (modèle de réévaluation) en remplacement du coût amorti conformément aux normes IAS 8, IAS 16 et IFRS 13. L'impact de ce changement de méthode sur les capitaux propres part du Groupe au 01.01.2020 est de 80 MDH.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, le Groupe CIH a prévu de réévaluer par inventaire tournant l'ensemble des actifs significatifs du Groupe relevant de la même catégorie.

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les amortissements des immeubles de placement sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation suivantes :

Immeubles et constructions Hors Exploitation

Catégorie	Composants	Durée d'utilisation
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	15
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobilier, équipements piscine, peinture	5

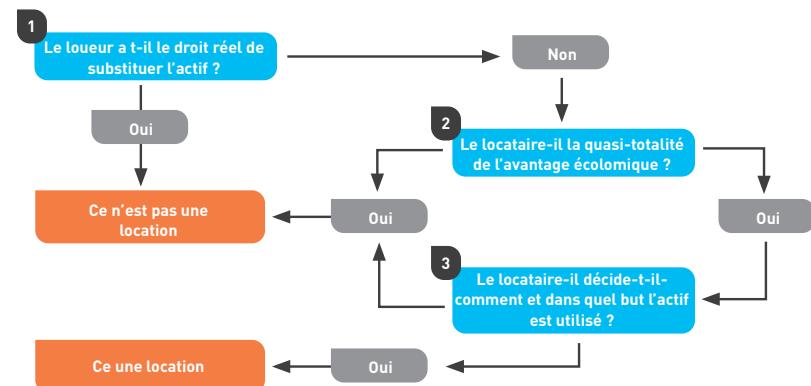
CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « Contrat de Location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1er janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location.

Pour tout contrat de location simple et de financement, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « Charges des autres activités » ainsi que la charge d'intérêt sur la dette.

Options retenues :

Pour identifier les contrats de location qui entrent dans le périmètre de la norme, voici les critères retenus :



Le Groupe a utilisé les deux mesures de simplification proposées par la norme IFRS 16 portant sur les contrats à court terme (durée de 12 mois ou moins) et sur les contrats à actifs sous-jacents de faible valeur, dont la valeur est inférieure ou égale au seuil proposé par l'IASB, à savoir 5000 USD.

Durée retenue : La durée pendant laquelle le Groupe a généralement utilisé des types particuliers de biens (loués ou détenus en propre) auparavant et les raisons économiques sous-jacentes ont été utilisées pour déterminer si le groupe a la certitude raisonnable d'exercer une option ou de ne pas l'exercer.

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée des paiements de loyers et des paiements estimés à la fin du contrat (pénalités de résiliation le cas échéant et la garantie de la valeur résiduelle si applicable).

Le taux utilisé pour l'actualisation de ces paiements est le taux d'endettement marginal qui correspond au taux de refinancement sur le marché financier sur des durées équivalentes à celles des dettes locatives

TEST DE DEPRECIACTION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilisation définie afin d'apprecier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilisation.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilisation indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normalisé à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 :** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs. Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.

- Niveau 2 :** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;

- Niveau 3 :** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

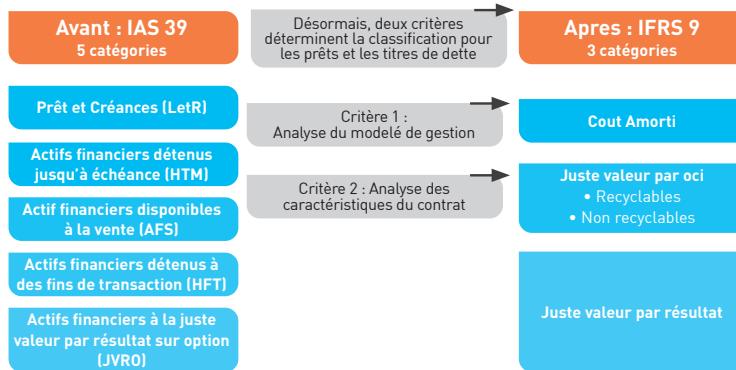
La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

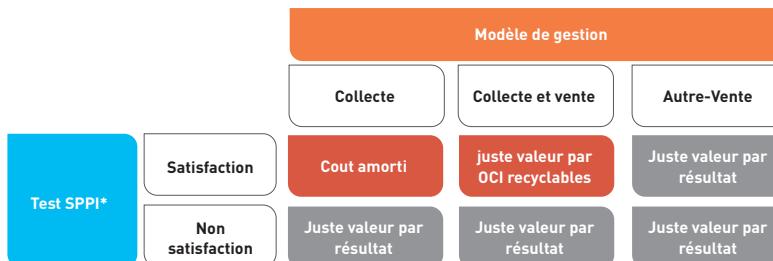
Liens entre le classement sous IAS 39 et le classement sous IFRS 9 :



Le premier critère vise à comprendre la manière dont sont gérés, par le métier, les actifs au niveau du portefeuille. Le modèle de gestion correspond à la stratégie de gestion définie par le management.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « Autre / Vente » .



(*) Le test SPPI permet d'analyser les caractéristiques des flux de trésorerie d'un contrat/produit et d'apprecier au regard des dispositions de la norme si ceux-ci sont composés uniquement du remboursement du principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

La grille d'analyse du modèle de gestion, grille dédiée à la première application de la norme IFRS 9, permet de documenter le modèle de gestion, selon les critères IFRS 9, en considérant notamment les axes suivants :

- Description de la nature d'activité de chaque portefeuille : stratégie, intention de gestion, catégories d'instruments utilisés ;
- Analyse des opérations de cession ;
- Analyse des indicateurs de performance de l'activité. Cette grille d'analyse est renseignée par portefeuilles homogènes.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

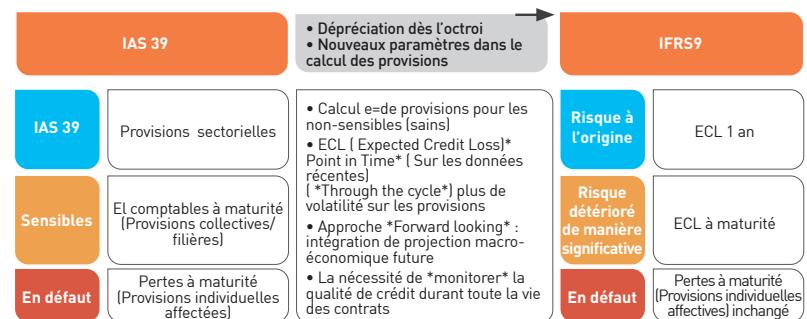
Le modèle de dépréciation prévoit d'une part, l'anticipation des pertes en se basant sur les pertes attendues (ECL) et d'autre part, la prise en compte de prévisions macro-économiques dans la détermination des paramètres de risque (Forward looking).

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS 9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS 9 pour le CIH concerne :

- Les créances envers la clientèle
- Les créances envers les établissements bancaires
- Le portefeuille titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise (BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit. Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument.



Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- **Bucket 1** (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui intervient dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

- **Bucket 2** (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui intervient sur la maturité du crédit.

- **Bucket 3** (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IFRS 9 « Instruments financiers » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE REGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS EVENRTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipée.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salariée.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1^{er} janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Déc-20	31-Déc-19	31-Déc-20	31-Déc-19
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4,40%	4,70%	3,50%	3,60%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2192	2208	2192	2208
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,0% et 1,5%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres. Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels. Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1^{er} janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

- Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
- Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017. L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossier relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe établis en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions-Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générées par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
- ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.
Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours À des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPÉRATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défautance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2020*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	283.7
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1.200	112.9

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.



CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités. Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit et des Risques.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

- La Direction Contrôle et gestion des Risques, La Direction Risque Opérationnel et Contrôle permanent et la Direction des Engagements sont rattachées à La Gestion Globale des Risques et Recouvrement.
- La Direction Contrôle de gestion et ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
- L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
- L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSi.
- Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité Contrôle Interne ;
- Le Comité Risques Opérationnels et Contrôle Permanent ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité Trésorerie et placement ;
- Le Comité Nouveaux produits.

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

- Le Comité des Risques ;
- Le Comité d'Audit ;
- Le Comité des Grands Engagements et Investissements.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors

bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Des modèles de notation sont également élaborés pour les segments professionnels, banques et assurances.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale. Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). Le Pôle Audit et Inspection Générale assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction contrôle et gestion des risques et de la Direction Risque opérationnels et contrôle Permanent, consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Eléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CRÉDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
- Système de délégation de pouvoir approprié.
- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par un ensemble de politiques risques organisées en une politique risque chapeau et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :

- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre :

- Les comités d'octroi, notamment :
 - Comités Banques de l'Entreprise ;
 - Comité Banque de l'Immobilier ;
 - Comité Banque de Détail ;
 - Comité Stratégique ;
 - Comité des Engagements.
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
 - Comité de provisionnement ;
 - Comité grands risques ;
 - Comité risques sensibles ;
 - Comité de pilotage risque de crédit ;
 - Comité Management des risques.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques, le Comité d'Audit et le Comité des Grands Engagements et Investissements.



CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose, entre autres, sur les principes suivants :

- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches :

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit aux particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque envisage de généraliser cette approche aux autres activités.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :

- La Direction Contrôle et Gestion des risques, au travers des entités suivantes : Pilotage du risque de crédit, Pilotage de la solvabilité et solidité financière, Risk Analytics et Modélisation.
 - La Direction des Engagements : entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, et Evaluation & Analyse du risque de contrepartie.
 - En plus des 3 banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprise.
- Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les trois segments Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction contrôle et gestion des Risques et la Direction des Engagements. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agrégée à travers :

- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La renotation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, la Promotion Immobilière, les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit.

Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.

La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.

L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

- Modèle de notation des particuliers :

La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

- Modèle de notation des entreprises :

Le modèle de notation pour les entreprises est à dires d'experts et a été actualisé et backtesté. A cet effet,

Un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019.

Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés

au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

- Modèle de notation de la promotion immobilière :

Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant à la fois les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019. Ce projet est géré en lots, dont le déploiement du lot Entreprises est prévu en T1 2021. Les modèles Promotion immobilière, Professionnels et Banques sont également en cours de développement.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étayé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres ;
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.

Au 31/12/2020, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction Contrôle et Gestion des Risques procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires à risques significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement ;

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex: incidents de paiement) ou externe (ex: Centrale des risques), la notation(score). Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;

Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...); L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 6,98% en Décembre 2020 contre 6,85% en Décembre 2019. (En créances nettes d'agios réservés).



CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

II. RISQUE OPÉRATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :

- La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
- L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
- Articulation des contrôles ;
- La hiérarchisation des risques opérationnels ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est auditabile.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :

- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.

En 2020, CIH BANK a lancé un appel d'offres pour l'acquisition et la mise en place d'un nouvel outil SIGR qui prendra en charge ce processus.

Pour assurer ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents

La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel.

Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postérieur) avec comme objectifs :

- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place.

Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 et 2018 pour l'ensemble des processus métiers, de support et de management.

Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtriser, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité du CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :

- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente) ;
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels.

Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels

Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif du contrôle permanent.

Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment :

Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier les faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a lancé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI. La mission a débuté en 2020 et sa finalisation est prévue en S1 2021.

III. RISQUE DE MARCHÉ

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :

- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
 - Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
 - Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-2.5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 15 Janvier 2018.
 - Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.
- CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de Marchés des Capitaux s'articulent autour d'un nombre d'entités et de directions qui interagissent pour la réalisation, la validation, le déroulement, la comptabilisation des opérations et la gestion des risques et des limites y afférents :

- Banque de Financement et d'investissement :
 - Direction Marché des Capitaux à travers,
 - Direction Corporate Finance.
- Direction Finances, Services à la Clientèle et Canaux alternatifs :
 - Direction Contrôle de gestion et ALM,
 - Direction Comptabilité et fiscalité,
 - Direction Flux et transactions (BO).
- Direction Gestion Globale des Risques et Recouvrement : Réorganisation de la Direction des Risques et création de :
 - La Direction Gestion et Contrôle des Risques :
 - . Et de l'entité Risques des activités de marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché,
 - . Le Middle office salle des marchés fait également partie de la Direction Gestion et contrôle des risques et assure le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats, ainsi que la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

La direction marché des capitaux a pour principales missions :

- Traitement des opérations de change de la clientèle,
- Structuration de placements pour les clients,
- Gestion des portefeuilles pour compte propre,
- Gestion et optimisation de la trésorerie de la banque.

La Direction Corporate Finance est en charge de la gestion du portefeuille Actions pour compte propre.

Rôle de la Direction Contrôle et Gestion des Risques

En 2020, la direction des risques a été réorganisée en créant:

- La direction Gestion et Contrôle des Risques qui a pour rôle le contrôle et confirmation des opérations, des positions, et des limites, la production quotidienne des résultats et la gestion du référentiel (Tiers, valeur & indice, Forex, Titres, Limites...).

- Et l'entité Risques sur Activités de Marché pour le renforcement du contrôle et du suivi des risques liés aux activités de marché.
- En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMAD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par le Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché :

CIH BANK dispose de :

- Un portefeuille de négociation dont l'encours est de **6 456 MDH** au 31/12/2020.
- Un portefeuille d'investissement MAD dont l'encours est de **2 653 MDH** au 31/12/2020.
- Un portefeuille d'investissement en devises dont l'encours est de **1 189 MDH** au 31/12/2020.
- Un portefeuille de placement dont l'encours est de **230 MDH** au 31/12/2020.

Le portefeuille d'investissement a pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Ils sont suivis au quotidien par le front Office et le middle Office. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements.

Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change. Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VAR) et un système de limites.

Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scénarios historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VAR) au titre du 4ème trimestre 2020 affiche les résultats suivants :

- **Activité Taux :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 5.36 Millions de dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 7.8 Millions de dirhams à fin Décembre. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 affiche trois dépassements dus à une forte hausse des taux (avec une perte maximale de 11.9 Millions de dirhams durant le trimestre).

• **Activité Change :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 598 Mille dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 369 Mille dirhams à fin Décembre. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 422 Mille dirhams constatée durant le trimestre).

- **Titres de propriété :** La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 2 848 dirhams en moyenne sur le trimestre et s'établit à 2 915 à fin Décembre. Le back testing effectué durant le 4ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (avec une perte maximale de 2 640 dirhams durant le trimestre).

A noter que la perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% est mesurée selon la méthode historique.

Système de limites :

L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :

- Limites réglementaires définies par Bank Al Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position Globale longue ou courte).
- Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

Situation des portefeuilles de marché :

- Le Portefeuille de transaction affiche au 31/12/2020 : 6456 MDH
 - Structure du PTF : constitué de minimum 95,41 % BDT,
 - Sensibilité : 1,94%: en cas de hausse de la courbe des taux de 100 point de base, la moins-value serait de 155,5 MMMAD,
 - Duration du PTF : 2,46 ans.
 - Rendement : 1,81%,
 - P&L : Net 90 730 KDH.
- Portefeuille d'investissement MAD au 31/12/2020 : 2653 MDH
 - Sensibilité : 3,01,
 - Duration du PTF : 3,07 ans,
 - P&L Latent : 57 556 KDH.
- Portefeuille d'investissement DEVISE au 31/12/2020 : 1189 MDH
 - P&L Latent : 3 431 KDH.
- Portefeuille de Placement au 31/12/2020 :
 - Sensibilité PTF : 6,42%,
 - Duration du PTF : 6,72 ans,
 - Rendement : 3,80%,
 - PV latente: 4 926 KDH.

b. Outils de gestion du risque de marché :

Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :

- Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
- Systèmes des flux de données de marchés et de traitement instantané des opérations.
- Application permettant la saisie et le dénouement des opérations pour le compte de la clientèle.
- SRBM : application qui sert pour les transferts de fond transitant par le compte BAM.
- SWIFT : permet le transfert des devises chez les correspondants.
- Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.

Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF – PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par l'entité ALM qui est rattachée à la direction financière. La Direction des Risques rattachée à la Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).

La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.

Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux (hausse parallèle de la courbe des taux de +100pb).

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt

Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM. La stratégie ALM adoptée au CIHBANKBANK s'articule autour des principes suivants :

- Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gap de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
- La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
- La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
- La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
- La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
- Le respect du principe d'auditabilité dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.

La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :

- La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

- La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :

- Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de 1 mois à 15 ans ;
- La sensibilité du bilan globale et ventilée en sensibilité sur les maturités court terme (0 à 7ans) et sensibilité sur les maturités long terme (> 7ans) ;
- La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ; En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux

Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :

- Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du PNB prévisionnel.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres Réglementaires.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, rapportée au total Bilan.

d. Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 30/06/2020, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de 371 MDH, soit 4,71% des fonds propres réglementaires.

e. Outils de gestion du risque de taux

Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

f. Résultats des stress tests internes relatifs aux risques de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire

La sensibilité du bilan à une hausse des taux de +200 pb (sur toutes les maturités) :

- Sensibilité sur les maturités CMT (0 à 7 ans) : +197 MDH.
- Sensibilité sur les maturités LT (> 7 ans) : -512 MDH.
- Sensibilité globale du bilan : -315 MDH.

En cas de hausse des taux de +2% sur toutes les maturités, la banque aurait à supporter un surcroît de financement de 315 MDH (contre 519 MDH au 30 septembre 2020), soit 3,77% des fonds propres réglementaires.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité

CIH BANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.

La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.

Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :

- Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
- Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
- Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
- Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :

- Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux et en encours) ;
- La mise en place en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ; En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité

Ces limites proposées par la Direction des risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :

- Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
- Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
- Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité

Le ratio LCR 188,24 % à fin décembre 2020. Il est, par ailleurs, conforme aux exigences de Bank Al Maghrib.

e. Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité.

f. Stress tests liquidité

CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces mesures peuvent se traduire, entre autres, par :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Un comité trésorerie hebdomadaire est tenu pour le suivi, entre autres, de la liquidité de la banque.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité Risques.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :

- La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
- L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
- L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
- Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
- Projet d'amélioration des traitements des garanties.
- Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
- Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

RATIO DE SOLVABILITÉ ET ACTIFS PONDERÉS

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 31/12/2020 s'établissent à 8 077 MDH contre 7 879 MDH à fin Décembre 2019, soit une hausse de 198 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 4,85 milliards de dirhams intégrant 4,04 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 743 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 461 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Marocleasing mise en équivalence pour 462 MDH, les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 392 millions de dirhams et 48 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 92 MDH correspondant à 40% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 7,54% au lieu de 7,37%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,23 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires.

Au 31 décembre 2020, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 15,10% contre 16,29% au 31/12/2019.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

ENKDH	Décembre 2020
Fonds Propres CET1	4 035 614
Fonds Propres TIER 1	4 852 502
Fonds Propres TIER 2	3 225 135
Fonds Propres Admissibles	8 077 637
Total des Actifs Pondérés	53 501 146
Risques de Crédit pondérés	47 272 387
Risques de Marché pondérés	1 534 772
Risques Opérationnels pondérés	4 693 987
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	7,54%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9,07%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	15,10%

A fin Décembre 2020 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 895 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 6,04 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 14,81%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé un processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes. En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 un projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social. Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fera l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétence au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée.

Les indicateurs de Risk Appetite et les seuils d'alerte associés seront utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

Les travaux ICAAP et appétence au risque ont été réalisés à ce stade sur le périmètre social. La mise en place des ICAAP sur le périmètre consolidé est lancée et sa finalisation est prévue en 2020.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2020

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF IFRS	2020.Déc	2019.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	2.247.453	2.573.522
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8.268.513	8.174.486
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.955.731	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.312.782	1.283.665
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	696.314	446.593
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	201.988	37.123
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	494.326	409.470
Titres au coût amorti	3.796.436	936.103
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.926.548	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	62.983.367	53.097.311
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	269.063	275.934
Actifs d'impôt différé	445.015	164.544
Comptes de régularisation et autres actifs	2.370.571	1.966.277
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	462.357	460.754
Immeubles de placement	1.253.245	1.260.107
Immobilisations corporelles	2.155.605	2.070.588
Immobilisations incorporelles	392.445	213.567
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	89.566.358	75.134.280

BILAN CONSOLIDÉ

PASSIF IFRS	2020.Déc	2019.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12.278.279	7.229.961
Dettes envers la clientèle	53.769.117	44.579.283
Titres de créance émis	10.175.730	9.743.163
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	331.469	290.803
Passifs d'impôts différés	237.897	140.828
Compte de régularisation et autres passifs	3.117.905	3.528.791
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	510.452	438.019
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.721.265	3.695.908
Capitaux propres	5.424.245	5.487.522
Capital et réserves liées	2.832.474	2.832.474
Réserves consolidées	2.493.693	2.254.349
Réserves consolidées - Part du groupe	1.945.508	1.858.320
Réserves consolidées - Part des minoritaires	548.185	396.029
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	53.381	-78
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	53.381	-78
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	44.698	400.778
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	80.655	426.382
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	-35.957	-25.604
TOTAL PASSIF	89.566.358	75.134.280



CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

(en milliers MAD)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDÉS

	2020.Déc	2019.Déc
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	3.100.195	2.798.267
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-1.237.121	-1.166.049
MARGE D'INTERETS	1.863.074	1.632.218
Commissions [produits]	345.413	348.983
Commissions [charges]	-142.988	-12.865
MARGE SUR COMMISSIONS	202.425	336.117
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	552.730	436.730
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	214.871	177.176
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	337.859	259.554
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	16.527	2.206
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	14.613	956
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.914	1.250
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	324.146	914.189
Charges des autres activités	-199.230	-819.597
PRODUIT NET BANCAIRE	2.759.674	2.501.863
Charges générales d'exploitation	-1.533.581	-1.394.828
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-162.303	-165.335
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.063.790	941.701
Coût du risque de crédit	-996.600	-249.930
RESULTAT D'EXPLOITATION	67.190	691.771
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-1.645	6.226
Gains ou pertes nets sur autres actifs	46.573	36.258
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	112.118	734.255
Impôts sur les bénéfices	-67.420	-333.477
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	44.698	400.778
Résultats Minoritaires	-35.957	-25.604
RESULTAT NET PART DU GROUPE	80.655	426.382
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	2,8	15,1
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	2,8	15,1

FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	112.117	734.255
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	233.039	768.485
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	860.269	215.150
+/- dotations nettes aux provisions	96.918	(2.694)
+/- quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence	1.645	(6.226)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(25.329)	(15.790)
+/- autres mouvements	(12.016)	(23.704)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1.154.526	935.221
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3.839.746	(240.267)
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(979.739)	723.172
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(2.647.703)	(977.233)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(319.602)	861.213
Impôts	(311.648)	(285.644)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	(418.946)	81.240
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	847.697	1.750.716
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(22.460)	(9.644)
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(925.938)	(1.001.988)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(948.398)	(1.011.633)
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(242.964)	101.913
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	25.356	48.645
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(217.607)	150.558
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie	(4.057)	
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(318.308)	885.585
COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2.565.349	1.679.764
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.573.522	1.548.102
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissement de crédit	(8.174)	131.662
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2.247.041	2.565.349
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.247.453	2.573.522
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissement de crédit	(412)	(8.174)
Variation de la trésorerie nette	(318.308)	885.585

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2020.Déc	2019.Déc
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	2.642.283	666.991
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.642.283	666.991
Autres titres de créance	1.154.153	269.113
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	1.154.153	269.113
Juste valeur au bilan	3.796.436	936.103

	2020.12	2019.12
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	8.268.513	8.174.486
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	6.955.731	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.312.782	1.283.665
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	696.314	446.593
Instrument de dette à la JV par capitaux propres recyclables	201.988	37.123
Instrument de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	494.326	409.470
Actifs financiers au coût amorti	70.706.350	57.228.479
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	3.926.548	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	62.983.367	53.097.311
Titres au coût amorti	3.796.436	936.103
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2020.Déc	2019.Déc
impôts courants	269.063	275.934
impôts différés	445.015	164.544
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	714.079	440.478
impôts courants	331.469	290.803
impôts différés	237.897	140.828
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	569.366	431.632

	2020.Déc	2019.Déc
A VUE	1.782.665	1.866.701
Comptes ordinaires	1.801.389	715.876
Prêts et comptes au jour le jour	0	1.168.143
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-18.724	-17.317
A TERME	2.145.399	1.329.877
Comptes et prêts à terme	2.142.172	1.328.141
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	3.227	1.737
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	3.928.063	3.196.579
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	1.516	1.514
TOTAL NET	3.926.548	3.195.065

	2020.Décembre	2019.Décembre
	Actif	Passif
Caisse	1.605.962	-
Banques centrales, ccp	641.491	

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au : 2019.décembre	2.832.474	-	-	2.461.335	-78	5.293.730	372.798	5.666.528
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-136.763	-	-136.763	0	-136.763
Autres mouvements	-	-	-	-39.870	-	-39.870	-2.373	-42.243
Capitaux propres corrigés : 2019.décembre	2.832.474	-	-	2.284.702	-78	5.117.097	370.425	5.487.522
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	180.000	180.000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-396.542	-	-396.542	-26.421	-422.963
Réultat de l'exercice	-	-	-	80.655	-	80.655	-35.957	44.698
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-	53.459	53.459	-	53.459
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	53.459	53.459	-	53.459
Variation de périmètre	-	-	-	372	-	372	0	372
Capitaux propres au : 2020.décembre	2.832.474	-	-	1.969.187	53.381	4.855.041	488.047	5.343.087
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	56.977	-	56.977	24.181	81.158
Capitaux propres corrigés : 2020.décembre	2.832.474	-	-	2.026.164	53.381	4.912.018	512.228	5.424.245

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.Déc	2019.Déc	
Crédit de trésorerie	-	123.805	8.479.302	607.994	9.211.101	7.222.901	
comptes à vue débiteurs	-	36.129	2.474.456	179.064	2.689.648	1.899.946	
créances commerciales sur le maroc	-	10.657	729.887	52.136	792.680	739.304	
crédits à l'exportation	-	2.476	169.601	12.115	184.192	56.654	
autres crédits de trésorerie	-	74.543	5.105.358	364.679	5.544.580	4.526.998	
Crédits à la consommation	-	-	8	9.320.266	9.320.274	8.196.178	
Crédits à l'équipement	177.663	270.229	7.186.121	467.140	8.101.153	5.788.323	
Crédits immobiliers	-	236.763	8.320.738	19.348.748	27.906.249	26.107.237	
Autres crédits	-	4.925.531	-	10.154	4.935.686	2.319.871	
Créances acquises par affacturage	1.037.866	-	124.106	3.735	1.165.708	1.252.776	
Intérêts courus à recevoir	10.587	-	17.304	119.672	147.563	123.061	
Créances en souffrance	-	-	793.804	4.546.861	5.340.665	4.366.506	
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-	-	415.558	2.747.610	3.163.168	2.297.675	
sur base individuelle	-	-	415.558	2.747.610	3.163.168	2.297.675	
sur base collective	-	-	-	-	-	-	
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	
Créances relatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-	
Autres prêts et créances	-	-	-	18.136	18.136	18.134	
TOTAL		1.226.116	5.562.751	24.505.824	31.695.098	62.983.367	53.097.311

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2019. Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2020. Décembre
Valeur brute	240.022	22.318	-76.333	498	186.505
Amortissement et dépréciation	-59.577	-63.304	3.946	-1.018	-119.952
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	180.446	-40.986	-72.387	-520	66.553
Valeur brute	109.492	185.675	-	-	295.167
Amortissement et dépréciation	-	-1.576	-	-	-1.576
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	109.492	184.099	-	-	293.591
TOTAL IMMOBILISATIONS	289.938	143.114	-72.387	-520	360.144

Actifs au titre de droits d'utilisation (Preneur)

	2020.Décembre	2019.Décembre
Immobilisations corporelles	2.155.605	2.070.588
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	66.553	180.446
Immobilisations incorporelles	392.445	213.567
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	293.591	109.492

Passifs au titre de dettes locatives

	2020.Décembre	2019.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	3.117.905	3.528.791
Dont: dettes locatives	361.332	260.074

Détail des charges de contrats de location

	2020.Décembre	2019.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-1.237.121	-1.166.049
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-17.083	-11.187
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-162.303	-165.335
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-64.879	-36.101

(en milliers MAD)

ALLOCATION DES PERTES ATTENDUES AU 31/12/2020

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 31/12/2020	3.928.063	-	-	3.928.063
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	1.516	-	-	1.516
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 31/12/2020	3.796.436	-	-	3.796.436
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle CONSO

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 31/12/2020	52.516.247	7.377.513	6.247.629	66.141.389
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	9.180.892	89.527	220.490	9.490.910
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	388.072	336.216	2.130.834	2.855.123
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	91.557	2.554	208.789	302.900

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 31/12/2020	696.624	-	-	696.624
Encours Hors Bilan au 31/12/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 31/12/2020	310	-	-	310
Provisions HB sous IFRS 9 au 31/12/2020	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2020.Déc	2019.Déc
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	168.350	164.520
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	130.124	2.270
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	294.949	189.944
Autres débiteurs et actifs divers	1.777.147	1.609.544
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.370.570	1.966.277
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1.807	403
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	1.314.435	937.689
Autres créiteurs et passifs divers	1.801.663	2.590.699
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3.117.905	3.528.791

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	462.187	-4.984	11.989.232	46.972	-3.151
Maghreb Titrisation	2.614	-929	11.283	8.045	-334
AJARINVEST	-2.445	4.599	13.651	18.225	1.840
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	462.357	-1.314	12.014.167	73.242	-1.645

GOODWILL

	2019.Déc	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2020.Déc
Valeur brute	299.428	-	-	-	299.428
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	299.428	-	-	-	299.428

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2019.Déc	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2020.Déc
Immeubles de placements	1.548.139	44.142	-39.653	11.473	1.564.101
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-288.032	-29.840	14.860	-7.844	-310.856
TOTAL	1.260.107	14.302	-24.793	3.629	1.253.245

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2020.Déc	2019.Déc
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.130.000	3.130.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	526.306	500.000
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	64.959	65.908
TOTAL	3.721.265	3.695.908

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilées au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2020.Déc	2019.Déc
Comptes ordinaires créditeurs	-	683.427	17.910	822	702.159	162.788
Valeur données en pension	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.542.569
- au jour le jour	-	-	-	-	-	52.789
- à terme	4.867.173	-	-	-	-	5.489.780
Emprunts de trésorerie	1.736.938	1.602.880	2.108.620	130.635	5.579.073	1.087.340
- au jour le jour	-	412	1.110.000	-	1.110.412	58.174
- à terme	1.736.938	1.602.468	998.620	130.635	4.468.661	1.029.167
Emprunts financiers	666.111	-7.442	382.969	50.098	1.091.736	409.998
Autres dettes	-	21.889	-	-	21.889	14.759
Intérêts courus à payer	-	16.249	-	-	16.249	12.506
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	7.270.222	2.317.003	2.509.499	181.555	12.278.279	7.229.961

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020.Décembre	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	2019.Décembre	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
	Valeur brute comptable			Valeur brute comptable		
Terrains et constructions	1.698.828	188.026	1.510.802	1.735.628	280.343	1.455.285
Equipement, mobilier, installations	662.699	461.079	201.620	605.532	437.717	167.814
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	960.207	517.025	443.182	906.301	458.813	447.488
TOTAL	3.321.735	1.166.130	2.155.605	3.247.461	1.176.874	2.070.588

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2019.Décembre	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2020.Décembre
Valeur brute	556.905	-	280.821	-83.663	754.063
Amortissement					

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2020.12	2019.12
Salaires	500.375	487.061
Charges du personnel des exercices antérieurs	1	45
Cotisations sociales	172.248	164.251
Autres rémunérations du personnel	75.031	73.594
TOTAL	747.655	724.952
Effectif fin de période	2020.12	2019.12
Employés	834	1.101
Cadres	1.745	1.696
TOTAL	2.579	2.797

2020.12

Montant (Provisions) au 1er Janvier 2019	(177.418)
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.136)
Reprise pour utilisation / prestations payées	10.562
Ecart actuariel	(3.982)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2019	(191.974)

2020.12

Montant (Provisions) au 1er Janvier 2020	(191.974)
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	(21.446)
Reprise pour utilisation / prestations payées	9.626
Ecart actuariel	(188)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2020	(203.983)

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-20	31-déc-19	31-déc-20	31-déc-19
Engagement net	79.334	74.912	99.174	96.770
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	79.334	74.912	99.174	96.770

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Sensibilité de l'engagement	-5,8%	-6,0%	-14,9%	-5,5%
Sensibilité du coût des services	-10,4%	-9,9%	-10,6%	-9,5%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	16%	14%	9%	21%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-162.197	-164.488
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-106	-847
Total dotations	-162.303	-165.335

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2020.Décembre			2019.Décembre		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	83.977	40.676	43.302	76.996	-	76.996
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	5.303	-5.303	114	-	114
Sur opérations avec la clientèle	65.734	-	65.734	63.484	-	63.484
Sur opérations sur titres	29	18	11	11	-	11
Sur opérations de change	18.214	35.355	-17.140	13.387	-	13.387
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	261.436	102.312	159.124	271.987	12.865	259.122
Produits nets de gestions d'OPCVM	7.634	-	7.634	7.823	-	7.823
Produits nets sur moyens de paiement	145.948	93.947	52.001	126.680	-	126.680
Autres	107.854	8.365	99.489	137.484	12.865	124.619
Produits nets des commissions	345.413	142.988	202.425	348.983	12.865	336.117

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2020.12	2019.12
Sur opérations avec les établissements de crédit	52.537	44.615
Sur opérations avec la clientèle	2.926.626	2.678.918
Intérêts courus et échus sur titres de créance	54.599	55.671
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	65.360	18.319
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	1.074	742
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	3.100.195	2.798.267
Sur opérations avec les établissements de crédits	65.702	64.153
Sur opérations avec la clientèle	632.974	565.108
Titres de créance	43.992	48.800
Titres au coût amorti	9.661	914
Sur dettes représentées par titres	340.528	342.220
Sur dettes subordonnées	142.284	144.852
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	1.980	-
Autres intérêts et charges assimilées	-	-
Charges d'intérêts	1.237.121	1.166.049
MARGE D'INTERET	1.863.074	1.632.218

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2020.12	2019.12
GAINS OU PERTS NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	569.257	438.936
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	552.730	436.730
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	214.871	177.176
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	337.859	259.554
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	16.527	2.206
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	14.613	956
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables(dividendes)	1.914	1.250

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtelière	37.914	76.803
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-4.778	-18.228
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-29.840	-18.269
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	286.232	837.386
Autres charges	-164.612	-783.100
Produits et charges des autres activités	124.916	94.592

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2020.Décembre	2019.Décembre
Charges de personnel	756.670	731.734
Impôts et taxes	54.333	42.962
Services extérieurs et autres charges	722.578	620.132
Charges d'exploitation	1.533.582	1.394.828

(en milliers MAD)

COUT DU RISQUE

	2020.Décembre	2019.Décembre
Dotations aux provisions	1.149.682	356.973
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1.050.849	356.939
Provisions pour dépréciations des titres	-2	-65
Provisions pour risques et charges	98.835	98
Reprises de provisions	163.301	113.987
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	153.072	104.554
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	-87	-647
Reprises des provisions pour risques et charges	10.316	10.080
Variation des provisions	986.381	242.986
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	26.799	39.895
Récupération sur prêts et créances amorties	-16.580	-32.951
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	996.600	249.930

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2020.12	2019.12
Résultat net	44.698	400.778
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	53.381	-78
Ecart de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	53.381	-78
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différences des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Eléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	98.078	400.700
part du groupe	134.036	426.304
part des minoritaires	-35.957	-25.604

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2020.Décembre	2019.Décembre
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	23.415	25.148
Plus value de cession	23.704	25.172
Moins value de cession	-288	-24
Titres de capitaux propres consolidés	-	-5.305
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-	-5.305
Gains ou pertes sur autres actifs	23.158	16.415
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	46.573	36.258

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Charge d'impôts exigibles	311.648	285.644
Charge d'impôts différés	-244.228	47.833
Charge d'impôt de la période	67.420	333.477

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2020.Décembre	2019.Décembre
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	112.117	734.255
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	41.483	271.674
Ecart taux mère/filiales	-20.883	-3.028
Effet différences permanentes	394.429	430.874
Retraitements de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	347.610	-366.043
Charge effective d'impôts	67.420	333.477

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2020.12	2019.12
Résultat net part du Groupe	80.655	426.382
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	28.324.735
Résultat par action de base et dilué en dh	2,8	15,1

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2020.Décembre	2019.Décembre
NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-

Dénomination sociale	Secteur d'activité	31-déc-20 % intérêts	31-déc-20 % contrôle	Méthode de consolidation
CIH	Banques et activités financières	100%	100%	Société mère
CIH COURTAUGE	Assurances	100%	100%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Immobilier	100%	100%	Intégration globale
LANACASH	Services de paiement	100%	100%	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Activités financières	35,93%	35,93%	Mise en équivalence
MAROC LEASING	Activités financières	34,01%	34,01%	Mise en équivalence
SOFAC	Activités financières	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Assurances	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Activités financières	66,30%	66,30%	Intégration globale
TOVOLI	Tourisme	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Activités financières	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Activités financières	N/A	N/A	Intégration globale
UMNIA BANK	Banques et activités financières	40%	100%	Intégration globale
RHOSN ENNAKHIL	Promotion immobilière et touristique	80%	80%	Intégration globale
SANGHO	Promotion immobilière et touristique	100%	100%	Intégration globale
AJARINVEST	activités financières	40%	40%	Mise en équivalence

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2020. Décembre
TOTAL BILAN	82.166.842	8.197.525	1.106.593	-1.904.601	89.566.358
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF	-	-	-	-	-
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	2.245.493	1.849	110	-	2.247.452
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.094.633	59.726	72.647	-1.300.460	3.926.547
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	56.131.437	7.238.121	12.990	-399.181	62.983.367
Immobilisations corporelles	856.597	192.795	1.106.214	-	2.155.605
Immobilisations incorporelles	350.081	42.684	-321	-	392.444
ELEMENTS DU PASSIF	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11.323.897	2.101.195	309.102	-1.455.916	12.278.279
Dettes envers la clientèle	51.966.767	1.689.549	352.353	-239.552	53.769.116
Titres de créance émis	7.498.329	2.677.400	-	-	10.175.730
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.564.916	208.332	-	-51.983	3.721.265
Capitaux propres	5.080.034	297.364	46.847	-	5.424.245

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total au 2020. Décembre
Marges d'intérêt	1.496.799	369.074	-2.798	-	1.863.074
Marge sur commissions	167.923	76.259	-3.434	-38.323	202.426
Produit net bancaire	2.202.301	443.573	171.762	-57.962	2.759.674
Résultat d'exploitation	14.902	-44.571	96.535	323	67.190
Résultat net	-169	-35.865	80.731	-	44.698
Résultat net part du groupe	50.823	-23.156	52.989	-	80.655

(en milliers MAD)

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	secteur public	Entreprises Financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.12	2019.12
Comptes ordinaires créditeurs	-	1.354.113	7.541.047	21.257.917	30.153.077	23.975.363
Comptes d'épargne	-	-	1.450	7.080.001	7.081.451	5.973.905
Dépôts à terme	500.000	707.961	2.237.691	9.648.604	13.094.256	11.603.703
Autres comptes créditeurs	76	155.854	55.021	1.788.720	1.999.670	1.910.615
Intérêts courus à payer	-	9.985	33.386	119.364	162.735	161.759
Autres dettes envers la clientèle	261	534.275	176.346	567.046	1.277.928	953.938
TOTAL	500.337	2.762.188	10.044.940	40.461.651	53.769.116	44.579.283

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS

	2019.Décembre	Augmentation	Diminution	2020.Décembre
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	8.212.433	5.091.300	-4.532.800	8.770.933
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	83.786	-	-	89.674
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	29.417	-	-	29.322
Autres dettes représentées par un titre	355.584	-	-132.191	223.393
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	61.943	-	-	62.407
TOTAL	9.743.163	5.091.300	-4.664.991	10.175.730

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2019.12	Augmentation	Diminution	2020.12
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	801	-339	2.434
Provisions pour risques et charges	229.980	69.022	-6.451	292.551
Provisions pour affaires sociales	14.092	947	-3.556	11.484
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	191.974	21.634	-9.626	203.983
TOTAL	438.019	92.404	-19.971	510.452

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financements et de garantie donnés	10.368.756	9.568.980
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	188.214
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	68.214
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	120.000
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.307.375	7.875.393
- Crédits documentaires import	623.274	1.209.057
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	6.101.815	5.274.825
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	1.582.285	1.391.511
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	629.339	386.708
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties données	629.339	386.708
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.432.042	1.118.665
- Garanties de crédits données	1.416.915	1.106.461
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	-	-
- Engagements en souffrance	15.127	12.204
Engagements de financements et de garantie reçus	10.435.673	8.070.466
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	970.000
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	970.000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3.489	2.975
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	3.489	2.975
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	10.432.184	7.097.491
- Garanties de crédits	10.432.184	7.097.491
- Autres garanties reçues	-	-

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

	Entreprises consolidées par intégration globale
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-3.691
Prêts et créances	-1.727.223
Comptes de régularisation et autres actifs	-81.083
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-158.933
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-51.983
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-47.003
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	47.003
Commissions (produits)	-40.229
Commissions (charges)	1.906
Autres	38.646

Fidaroc
Grant Thornton

47, rue Alaa Ben Abdellah
Casablanca - Maroc

COOPERS AUDIT

83 Avenue Hassan II
Casablanca - Maroc

GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DE LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 424 245, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 44 698.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 22 février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 31 décembre 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS / IFRS).

Casablanca, le 25 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du réseau Grant Thornton
Réseau International
47, Rue Alaa Ben Abdellah - Casablanca
Tél. : 05 22 54 47 00 Fax : 05 22 56 70
Fatigui MEKOUCAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A.
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca - Maroc
Tél: 0522 42 11 90
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

CIH BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2020

Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH-BANK arrêté au 31 décembre 2020 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. Et, ils sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Classification des créances :

Les créances sont présentées en deux catégories, les créances sur les établissements de crédit et assimilés et les créances sur la clientèle. La première catégorie est ventilée selon la durée initiale de la créance en créances à vue et créances à terme. Alors que la deuxième catégorie est ventilée selon l'objet économique de la créance en crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers, créances acquises par affacturage et autres crédits.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Engagements par signatures :

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Créances en souffrance sur la clientèle :

Les créances en souffrance sont classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb. Ces créances sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Et, elles sont logées au niveau des « autres crédits » déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses ;
 - 50% pour les créances douteuses ;
 - 100% pour les créances compromises.
- Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine ;
- Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés ;
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires ;
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) ;
- Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque ;
- Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Généralement, les estimations des garanties sont effectuées en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. Pourtant, La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation des gages d'une valeur importante. Il est à noter que le CIH-Bank retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/externes/Judiciaires).

PORTEFEUILLE DE TITRES

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) et d'autre part par en fonction de l'intention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Titres de transaction :

Sont des titres acquis en vue de leur revente à court terme dans le but d'en tirer un profit et qui sont négociables sur un marché actif.

A leur date d'achat, les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et coupon couru inclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Titres de placement :

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

A leur date d'acquisition, ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement, résultant de la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe, font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement :

Sont les titres assortis d'une échéance fixée, acquis ou qui proviennent de la catégorie « titres de placement », avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à leur échéance.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus et coupon couru inclus. Les primes et décotes constatées sur titres d'investissement font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres par la méthode actuarielle.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions et les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Titres de participation :

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque, permettant ou non d'exercer une influence notable, un contrôle conjoint ou un contrôle exclusif sur la société émettrice.

Les titres de participation et emplois assimilés sont comptabilisés et évalués conformément aux règles générales d'évaluations du PCEC.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVISES

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du PCEC. Ces opérations sont enregistrées dans des comptes ouverts et tenus dans chacune des devises utilisées.

A chaque arrêté comptable, les avoirs en billets de banque étrangers, traveller's chèques et lettres de crédit sont convertis en dirhams sur la base du cours rachet aux banques communiqué par Bank Al-Maghrib à la date d'arrêté des comptes. Alors que les autres éléments d'actif, de passif et de hors bilan libellés en devises sont convertis en dirhams sur la base de la moyenne des cours acheteurs et vendeurs des devises cotées par Bank Al-Maghrib lors de la clôture du marché, à la date d'arrêté des comptes ou à la date la plus récente en ce qui concerne les devises non cotées le jour de l'arrêté. A chaque arrêté comptable, les différences entre d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de positions de change et d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur des positions de change sont portées au compte de produits et charges. La contrepartie de ces enregistrements est inscrite dans les comptes de contre-valeur de positions de change.

Les produits et charges courus en devises relatifs aux prêts, aux emprunts, aux titres ou aux opérations de hors bilan sont comptabilisés, après leur conversion en dirhams sur la base du cours au comptant de la devise concernée, en comptes de produits et charges.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que celles sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés : dettes à vue et à terme ;
- Dettes envers la clientèle : Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs de la clientèle.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste comporte les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

A fin décembre 2020, l'établissement a constitué une provision pour risques généraux d'un montant de 952 millions de Dirhams pour faire face aux risques probables de l'activité bancaire et plus particulièrement aux risques liés à la crise sanitaire « Covid19 ». La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur l'année et d'anticiper les impacts de la pandémie sur les engagements de la banque.

PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LES COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts :

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés en contrepartie du compte de résultat.

Commissions :

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2020

(en milliers MAD)

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-20	DEC-19
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1.835.279	2.179.701
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4.696.019	3.713.077
- A vue	1.030.635	1.804.574
- A terme	3.665.384	1.908.503
Créances sur la clientèle	52.043.621	43.581.266
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	11.085.569	8.831.063
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	8.393.952	6.106.849
- Crédits et financements participatifs immobiliers	25.633.757	24.657.785
- Autres crédits et financements participatifs	6.930.343	3.985.570
Créances acquises par affacturage	1.176.295	1.259.916
Titres de transaction et de placement	7.851.715	7.697.632
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	6.159.233	6.002.824
- Autres titres de créance	530.158	532.954
- Titres de propriété	1.162.323	1.161.855
- Certificats de Sukuk	-	-
Autres actifs	1.579.865	1.075.319
Titres d'investissement	3.796.436	936.103
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.631.125	663.129
- Autres titres de créance	1.165.310	272.974
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	3.026.158	2.484.288
- Participations dans les entreprises liées	-	-
- Autres titres de participation et emplois assimilés	-	-
- Titres de Moudaraba et Mousharaka	-	-
Créances subordonnées	340.000	440.000
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	106.031	103.497
Immobilisations corporelles	2.305.172	2.286.602
Immobilisations données en Ijara	-	-
Total de l'Actif	78.756.591	65.757.402

BILAN SOCIAL

Libellé	DEC-20	DEC-19
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10.362.034	5.780.068
- A vue	1.773.598	294.934
- A terme	8.588.436	5.485.134
Dépôts de la clientèle	50.073.234	41.383.367
- Comptes à vue créditeurs	29.429.173	22.934.933
- Comptes d'épargne	7.081.476	5.973.930
- Dépôts à terme	11.964.542	11.521.305
- Autres comptes créditeurs	1.598.043	953.200
Titres de créance émis	7.498.329	7.052.984
- Titres de créance négociables	6.235.974	5.652.386
- Emprunts obligataires	1.029.322	1.029.417
- Autres titres de créance émis	233.033	371.181
Autres passifs	1.015.619	2.170.746
Provisions pour risques et charges	1.239.293	653.960
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3.564.916	3.565.908
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.366.635	1.344.065
Capital	2.832.474	2.832.474
- Actionnaires, Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	554.713	522.430
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	249.345	451.399
Total du passif	78.756.591	65.757.402

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	578.327	-
Salaires et appointements	244.834	-
Primes et Gratifications	106.756	-
Autres rémunérations du personnel	100.187	-
Charges d'assurances sociales	64.149	-
Charges de retraite	34.836	-
Charges de formation	14.204	-
Autres charges de personnel	13.361	-
Impôts et taxes	80.712	-
Taxe urbaine et taxe d'édition	4.979	-
Patente	15.559	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	52.442	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	7.731	-
Charges extérieures	280.419	-
Loyers de crédit-bail	42.763	-
Loyers de location simple	83.754	-
Frais d'entretien et de réparation	74.674	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	57.982	-
Primes d'assurance	7.317	-
Frais d'actes et de contentieux	322	-
Frais d'électricité, eau, chauffage et combustible	13.608	-
Transport et déplacement	263.033	-
Transport et déplacement	24.803	-
Mission et réception	911	-
Publicité, publication et relations publiques	52.642	-
Frais postaux & de télécommunication	45.883	-
Frais de recherche et de documentation	5.513	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	38.946	-
Fournitures de bureau et imprimés	5.046	-
Autres charges externes	89.288	-
Autres charges d'exploitation	3.326.068	-
Frais préliminaires	2.444	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	8.164	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	4.544	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	624.186	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	2.686.730	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	112.692	-
Immobilisations incorporelles d'exploitation	7.302	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	94.663	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	10.726	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

HORS BILAN

Libellé	DEC-20	DEC-19
ENGAGEMENTS DONNES	10.207.359	9.378.800
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	188.214
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8.145.977	7.697.417
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	629.340	386.708
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.432.042	1.106.461
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	10.527.804	7.095.127
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	10.527.804	7.095.127
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	DEC-20	DEC-19
+ Intérêts et produits assimilés	2.563.653	2.343.458
- Intérêts et charges assimilées	1.066.779	998.437
MARGE D'INTERET	1.496.874	1.345.021
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	276.258	264.389
- Commissions servies	96.188	48.205
Marge sur commissions	180.071	216.185
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	218.610	179.339
+ Résultat des opérations sur titres de placement	52.018	20.571
+ Résultat des opérations de change	237.644	165.774
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	508.271	365.683
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	164.575	168.976
- Diverses autres charges bancaires	94.603	79.215
PRODUIT NET BANCAIRE	2.255.188	2.016.649
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-100	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	340.853	378.461
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	24
- Charges générales d'exploitation	1.280.557	1.173.047
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1.315.385	1.222.039
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-234.851	-266.170
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-584.871	-277.005
RESULTAT COURANT	495.663	678.864
RESULTAT NON COURANT	-30.801	-41.127
- Impôts sur les résultats	215.517	186.338
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	249.345	451.399

Libellé	DEC-20	DEC-19
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	249.345	451.399
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	112.692	127.644
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	100	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	529.922	306.151
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	18.900	35.794
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	325.120	361.759
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	24
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	5.305
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	548.038	492.969
- Bénéfices distribués	396.546	372.513
AUTOFINANCEMENT	151.492	120.456

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	déc-20	déc-19	déc-18
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	5.002.970	5.150.368	4.573.653
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2.255.484	2.016.649	1.806.637
2- Résultat avant impôts	464.550	637.738	645.960
3- Impôts sur les résultats	215.402	186.338	198.939
4- Bénéfices distribués	396.546	372.513	425.729
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	9	16	17
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	578.327	558.435	510.113
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	DEC-20	DEC-19
Produits d'exploitation bancaire perçus	3.550.935	3.094.106
Récupérations sur créances amorties	14.024	27.110
Produits d'exploitation non bancaire perçus	15.733	16.738
Charges d'exploitation bancaire versées	[1.408.853]	[1.203.381]
Charges d'exploitation non bancaire versées	[30.801]	[41.162]
Charges générales d'exploitation versées	[1.167.865]	[1.045.403]
Impôts sur les résultats versés	[215.517]	[186.338]
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	757.656	661.669
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	[982.942]	[1.011.754]
Créances sur la clientèle	[8.617.150]	[5.353.239]
Titres de transaction et de placement	[153.997]	[926.484]
Autres actifs	[504.546]	[167.013]
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.581.966	454.039
Dépôts de la clientèle	8.689.867	6.972.029
Titres de créance émis	445.345	[597.649]
Autres passifs	[1.155.128]	1.016.894
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	2.303.415	386.824
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	3.061.071	1.048.493
Produit des cessions d'immobilisations financières	100.000	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	476.387	680.997
Acquisition d'immobilisations financières	[3.369.441]	[635.100]
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	[318.918]	[579.760]
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	103.026	103.026
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	[3.008.947]	[430.838]
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	497.829
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	[396.546]	[372.513]
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	[396.546]	125.316
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	[344.422]	742.971
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2.179.701	1.436.730
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1.835.279	2.179.701

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	DEC-20	DEC-19
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3.654.048	3.197.779
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74.130	69.447
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.393.434	2.226.885
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	96.089	47.126
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	125.254	125.212
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	258.021	251.002
Autres produits bancaires	707.120	478.107
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1.398.860	1.181.130
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	154.727	87.548
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	664.923	649.831
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	247.128	261.059
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	332.081	182.693
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	2.255.188	2.016.649
Produits d'exploitation non bancaire	340.853	378.461
Charges d'exploitation non bancaire	-	5.329
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1.280.557	1.173.047
Charges de personnel	578.327	558.435
Impôts et taxes	28.322	27.744
Charges externes	542.753	439.786
Autres charges générales d'exploitation	18.463	19.438
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	112.692	127.644
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	981.345	790.959
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	363.864	458.475
Pertes sur créances irrécouvrables	9.996	22.316
Autres dotations aux provisions	607.485	310.169
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	161.523	253.089
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	124.984	187.511
Récuperations sur créances amorties	14.024	27.110
Autres reprises de provisions	22.514	38.469
RESULTAT COURANT	495.663	678.864
Produits non courants	0	36
Charges non courantes	30.801	41.162
RESULTAT AVANT IMPOTS	464.862	637.738
Impôts sur les résultats	215.517	186.338
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	249.345	451.399



CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

(en milliers MAD)

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	279.041	-	105.569	902.135	1.286.745	1.963.849
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	499.955	-	499.955	299.960
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	499.955	-	499.955	299.960
PRETS DE TRESORERIE	-	975.643	151.983	1.166.529	2.294.155	2.534.617
- à terme	-	-	-	-	-	1.168.143
- au jour le jour	-	975.643	151.983	1.166.529	2.294.155	1.366.474
PRETS FINANCIERS	-	428.333	439.647	-	867.981	240.276
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	22.529	89	401	23.019	7.442
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	2.233	787	184	3.204	1.713
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	279.041	1.428.738	1.198.031	2.069.248	4.975.059	5.047.858

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	-	126.531	8.666.007	619.019	9.411.557	7.373.887
- Comptes à vue débiteurs	-	1	2.833.404	56.699	2.890.104	2.044.273
- Crédances commerciales sur le Maroc	-	4.118	788.562	-	792.680	739.304
- Crédits à l'exportation	-	2.026	260.518	321.649	584.193	56.654
- Autres crédits de trésorerie	-	120.386	4.783.523	240.671	5.144.580	4.533.656
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	8	1.662.630	1.662.638	1.424.396
- Crédits à la consommation	-	-	8	1.662.630	1.662.638	1.424.396
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	185.000	281.389	7.362.677	486.432	8.315.498	6.053.996
- Crédits à l'équipement	185.000	281.389	7.362.677	486.432	8.315.498	6.053.996
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILISERS	-	241.000	8.468.515	16.912.424	25.621.939	24.654.583
- Crédits immobiliers	-	241.000	8.468.515	16.912.424	25.621.939	24.654.583
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	4.931.954	-	3.967	4.935.921	2.314.465
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.041.903	-	123.805	-	1.165.708	1.252.776
INTERETS COURUS A RECEVOIR	10.587	-	17.304	98.512	126.403	98.239
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	342.413	1.637.840	1.980.253	1.668.840
- Crédances pré-douteuses	-	-	73.273	400.915	474.188	342.622
- Crédances douteuses	-	-	18.772	189.398	208.170	204.775
- Crédances compromises	-	-	250.368	1.047.527	1.297.895	1.121.443
TOTAL	1.237.490	5.580.874	24.980.729	21.420.824	53.219.917	44.841.182

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	25.326	1.541	26.867	65
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	25.326	1.541	26.867	65
TITRES NON COTES	893.302	8.748.070	1.131.603	790.357	11.563.333	8.611.673
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	8.748.070	-	-	8.748.070	6.652.565
OBLIGATIONS	619.184	-	-	188.640	807.823	335.807
AUTRES TITRES DE CREANCE	274.118	-	-	601.717	875.836	466.254
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1.131.603	-	1.131.603	1.157.048
ICNE	24	43.151	3.791	10.314	57.280	22.087
TOTAL	893.326	8.791.221	1.160.721	802.212	11.647.480	8.633.826

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentées	EXERCICE 2020	EXERCICE 2019
	Ets. de crédi. & Assim.	Etses financières	Eses non financières	Autres apparentés	
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	500.000
Titres subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	400.000
Emprunts subordonnées à durée indéterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	100.000
Intérêts courus à payer	64.916	-	64.916	-	64.916
					56.598

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	14.354	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	14.354	-
Débiteurs divers	608.525	-
- Sommes dues par l'Etat	579.540	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	887	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	28.098	-
Valeurs et emplois divers	1.251	-
- Valeurs et emplois divers	1.251	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	131.565	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	54.823	-
"Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc [débiteur]"	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	431.043	-
- Produits à recevoir	297.691	-
- Charges constatées d'avance	133.352	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	350.176	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	71.239	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-83.112	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1.579.864	-

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	1.807
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	724.428
- Sommes dues à l'Etat	525.021
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	39.595
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	244
- Sommes dues au personnel	17.217
- Fournisseurs de biens et service	72.456
- Divers autres Créditeurs	69.895
Comptes d'ajustement de hors bilan	334
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	3.904
Charges à payer et produits constatés d'avance	252.066
- Charges à payer	240.415
- Produits constatés d'avance	11.651
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	33.080
TOTAL	1.015.619

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILES

Titre	Capital Social (En dirhams)	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 31 Décembre 2020			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES											
MAROCLEASING	277.676.800	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2018	469.375	72.141	-
SOFAC	193.200.000	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2018	377.324	105.241	51.983
Umnia BANK	900.000.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	-	360.000	31/12/2018	394.944	-124.239	-
MAGHREB TITRISATION	5.579.768	100	14.666	24,33%	1.796	-	1.796	31/12/2018	7.703	-378	-
PALM-BAY	100.000.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462.000	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2018	15.149	-4.266	-
RHOSN ENNAKHIL	400.000	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2018	-48	-448	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	57.554	-	57.554	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2018	22.054	21.005	21.700
SANGHO	494.000	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2018	9.922	5.915	-
LANA CASH	35.000.000	100	349.994	99,99%	34.999	-	34.999	-	-	-	-
HMST [Ex SCI NATHALIE]	100.000	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2018	-16.190	-376	-
CIH PATRIMMO	806.083.813	100	8.000.606	100,00%	838.444	-	838.444	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	6.310.491	-	582.563	146.143	436.420	-	2.027.699	336.138	22.315	-	-
ATLANTASANAD	602.835.950	10	6.028.360	10,00%	410.054	-	410.054	31/12/2018	96.995	221.006	19.865
AJARINVEST	7.000.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2018	7.230	-4.451	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200.000	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	2.450
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500.000	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.517.900	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100.000	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100.000	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300.000	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100.000	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21.002.627	-	3.222.397	196.243	3.026.154	-	3.307.932	410.731	95.999	-	-

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER			
. Report à nouveau	522.430	. Réserve légale	22.570
. Résultats nets en instance d'affectation	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	451.399	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	396.546
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
		. Report à nouveau	554.713

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**I. DATATION**

- . Date de clôture (1) 31 Décembre 2020
- . Date d'établissement des états de synthèse (2) Février 2021
- (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
- (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUX AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
	Défavorables Néant

(en milliers MAD)

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	286.466	79.118	76.708	288.877	182.579	7.302	7.036	182.846	106.031	
- Droit au bail	75.843	1.500	0	77.343	100	0	0	100	100	77.243
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	202.658	77.618	76.708	203.568	178.279	7.302	7.036	178.546	25.022	
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	7.965	0	0	7.965	4.200	0	0	4.200	3.765	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.798.833.069	198.037	200.227	1.871.027	847.546.852	94.663	104.331	787.422	1.083.604	
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	791.103	63.723	135.818	719.007	225.329	26.759	81.292	170.797	548.211	
, Terrain d'exploitation	89.876	34.337	32.901	91.312	0	0	0	0	91.312	
, Immeubles d'exploitation, Bureaux	700.411	29.386	102.917	626.881	224.514	26.759	81.292	169.982	456.899	
, Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	0	0	815	815	0	0	815	0	
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	384.804	66.464	22.716	428.551	251.079	32.003	22.417	260.666	167.885	
, Mobilier de bureau d'exploitation	62.067	5.377	2.990	64.455	37.598	3.897	2.721	38.774	25.681	
, Matériel de bureau d'exploitation	41.646	441	2.903	39.184	25.480	4.092	2.879	26.693	12.491	
, Matériel Informatique	259.945	58.334	15.223	303.056	172.923	21.193	15.216	178.900	124.157	
, Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.837	1.208	1.346	6.699	5.322	807	1.346	4.784	1.916	
, Autres matériels d'exploitation	14.308	1.104	255	15.157	9.756	2.015	255	11.516	3.641	
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	697.310	67.851	41.693	723.468	320.682	35.901	623	355.959	367.509	
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	1.377.775	44.616	22.719	1.399.671	170.682	10.726	48	181.361	1.218.311	
, Terrains hors exploitation	501.347	732	2.459	499.619	11.300	0	0	11.300	488.319	
, Immeubles hors exploitation	787.200	41.597	20.212	808.586	126.316	6.279	0	132.595	675.990	
, Mobilier et matériel hors exploitation	34.065	780	48	34.797	18.014	2.882	48	20.848	13.949	
, Autres immobilisations corporelles hors exploitation	55.163	1.507	0	56.670	15.053	1.565	0	16.617	40.052	
- ECART DE FUSION ACTIF	2.994	0	0	2.994	0	0	0	0	2.994	
TOTAL	3.540.452	321.771	299.654	3.562.569	1.150.352	112.692	111.416	1.151.628	2.410.940	

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	22.644	-	22.644	31.965	9.321	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	164.006	104.626	59.380	375.180	315.800	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	76.278	7.036	69.242	69.242	-	-
TOTAL	262.928	111.662	151.266	476.387	325.120	-

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/20	Total 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	100.460	4.609	105.069	112.060
VALEURS DONNEES EN PENSION	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.442.569
- au jour le jour	-	-	-	-	-	52.789
- à terme	4.867.173	-	-	-	4.867.173	5.389.780
EMPRUNTS DE TRESORERIE	2.399.000	63.424	1.379.261	180.429	4.022.114	50.000
- au jour le jour	-	-	1.110.000	-	1.110.000	50.000
- à terme	2.399.000	63.424	269.261	180.429	2.912.114	-
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3.967	795.280	-	799.247	92.040
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	558.482	-	-	558.482	80.078
INTERETS COURUS A PAYER	7.644	2	2.293	11	9.950	3.320
TOTAL	7.273.817	625.875	2.277.294	185.049	10.362.035	5.780.067

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTE A VUE CREDITEURS	-	904.152	7.574.477	20.049.188	28.527.87	22.934.923
COMPTE D'EPARGNE	-	-	1.450	7.080.001	7.081.451	5.973.930
DEPOTS A TERME	500.000	679.395	1.998.379	8.481.990	11.659.764	11.011.989
AUTRES COMPTES CREDITEURS	558	1.143.416	377.403	1.120.083	2.641.460	1.300.792
INTERETS COURUS A PAYER	-	9.986	33.387	119.369	162.742	161.734
TOTAL	500.558	2.736.949	9.985.096	36.850.631	50.073.234	41.383.367

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Stock au 31/12/2020
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2.074.615	363.163	124.732	2.313.046
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	20
Créances sur la clientèle	1.732.010	363.061	124.671	1.970.400
Titres de placement et d'investissement	65	2	61	6
Titres de participation et emplois assimilés	196.142	100	-	196.242
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.378	-	-	146.378
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	653.963	608.186	22.853	1.239.296
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	801	339	2.434
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	440.675	529.922	18.900	951.697
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	211.316	77.464	3.614	285.165
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	2.728.579	971.349	147.586	3.552.342

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2020
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réerves et primes liées au capital	1.344.065	22.570	-	1.366.635
Réserve légale	233.710	22.570	-	256.280
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.356	-	-	1.110.356
Capital	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital appelé	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'				

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2020 (y compris les dettes subordonnées)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	Jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	ICNE	MT NON AMORTI + ICNE
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	5,3	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	08/05/2022	615.000	615.000	21.254	636.254
Obligations ordinaires non garanties	2012/05/08	3,17	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	08/05/2022	385.000	385.000	8.069	393.069
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	09/01/2025	53.300	53.300	2.476	55.776
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	82.600	82.600	2.074	84.674
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux Fixe	Annuelle	-	10	In Fine	09/01/2025	626.500	626.500	29.108	655.608
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	15/12/2026	39.400	39.400	70	39.470
Obligations subordonnées	15/12/2016	2,62	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	15/12/2026	960.600	960.600	1.188	961.788
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux Fixe	-	-	10	In Fine	18/05/2028	417.400	417.400	10.481	427.881
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,87	Taux Révisable	Annuelle	-	10	In Fine	18/05/2028	500.000	500.000	9.088	509.088
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	102	150.102
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,33	Taux Révisable	Annuelle	-	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	168	350.168
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									4.500.000	4.500.000	94.238	4.594.238
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	17/01/2022	160.000	16.819	947	17.766
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	20/01/2022	381.400	63.915	3.533	67.448
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	10/04/2022	250.000	25.135	1.068	26.203
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/03/2023	370.000	59.940	2.651	62.591
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux fixe	-	-	18	Annuités constantes	13/07/2023	242.700	57.583	1.441	59.024
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									1.404.100	223.393	9.640	233.033
CDN	20/01/2017	3,15	Taux Fixe	-	-	4	InFine	20/01/2021	30.000	30.000	896	30.896
CDN	20/01/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	20/01/2022	30.000	30.000	939	30.939
CDN	25/04/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	25/04/2022	600.000	600.000	13.616	613.616
CDN	05/05/2017	3,33	Taux Fixe	-	-	5	InFine	05/05/2022	300.000	300.000	6.596	306.596
CDN	25/05/2017	3,1	Taux Fixe	-	-	4	InFine	25/05/2021	300.000	300.000	5.631	305.631
CDN	30/06/2017	3,15	Taux Fixe	-	-	4	InFine	30/06/2021	420.000	420.000	6.706	426.706
CDN	28/09/2017	3,3	Taux Fixe	-	-	5	InFine	28/09/2022	605.000	605.000	5.196	610.196
CDN	18/05/2020	2,48	Taux Fixe	-	-	1	InFine	17/05/2021	81.000	81.000	1.272	82.272
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Fixe	-	-	2	InFine	18/05/2022	634.000	634.000	10.416	644.416
CDN	18/05/2020	2,97	Taux Fixe	-	-	5	InFine	18/05/2025	950.000	950.000	17.625	987.625
CDN	18/05/2020	2,63	Taux Révisable	Annuelle	-	5	InFine	18/05/2025	235.000	235.000	3.914	238.914
CDN	29/07/2020	1,8	Taux Fixe	-	-	1	InFine	01/03/2021	415.000	415.000	3.237	418.237
CDN	29/07/2020	2	Taux Fixe	-	-	1	InFine	04/11/2021	220.000	220.000	1.881	221.881
CDN	29/07/2020	2,25	Taux Fixe	-	-	3	InFine	01/08/2023	240.300	240.300	2.311	242.611
CDN	29/07/2020	2,53	Taux Fixe	-	-	5	InFine	01/08/2025	530.000	530.000	5.731	535.731
CDN	29/09/2020	2,59	Taux Fixe	-	-	5	InFine	29/09/2025	556.000	556.000	3.709	559.709
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									6.146.300	6.146.300	89.674	6.235.974
TOTAL GENERAL									12.050.400	10.869.693	193.552	11.063.245

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	6.455.775	6.455.775	6.274.600	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6.159.233	6.159.233	5.984.900	-	-	-
OBLIGATIONS	21.827	21.827	21.000	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	274.650	274.650	268.700	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	65	65	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1.392.111	1.410.858	225.000	22.447	3.700	6
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	233.640	229.940	225.000	-	3.700	2
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.158.471	1.180.918	-	22.447	-	4
TITRES D'INVESTISSEMENT	3.742.990	3.827.364	-	84.374	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.588.837	2.638.774	-	49.937	-	-
OBLIGATIONS	552.436	579.839	-	27.403	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	601.717	608.752	-	7.034	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	61,89%	61,89%
CDG EP	Tour Mamounia, Place Moulay Hassan Rabat	-	1.702.511	6,01%	6,01%
RCAR	Avenue Annakhil, Rabat 10100	-	1.246.608	4,40%	4,40%
Groupe HOLMARCOM	20 rue Mustapha EL Maani 20100 Casablanca	-	35.525	0,13%	0,13%
ATLANTASANAD	181 bd d' Anfa 20050 Casablanca - Maroc	ASSURANCES	3.355.811	11,84%	11,84%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.453.861	15,72%	15,72%
Total			28 324 735	100,00%	100,00%

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	39	36	8.710.254	7.016.224
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

2 ^e semestre 2020	1 ^e semestre 2020	2 ^e semestre 2019
2.255.484	1.132.049	2.016.649

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes
-----------	----------------	------------

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	10.207.359	9.391.003
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	-	188.214
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	68.214
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	120.000
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.145.977	7.697.417
Crédits documentaires import	623.274	1.209.057
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	6.101.815	5.274.825
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	1.420.888	1.213.535
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	629.339	386.708
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties données	629.339	386.708
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.432.042	1.118.665
Garanties de crédits données	1.416.915	1.106.461
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	15.127	12.204
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	10.432.184	7.097.491
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	10.432.184	7.097.491
Garanties de crédits	10.432.184	7.097.491
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		
	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	14.994.521	-
Devises à recevoir	1.356.006	-
Dirhams à livrer	864.650	-
Devises à livrer	6.570.982	-
Dirhams à recevoir	6.202.883	-
Dont swaps financiers de devises	2.109.580	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS	
Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES .PASSIF EVENTUEL .DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES .DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS .DETTE ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS .TABLEAU DES MARGES CONSTATES D'AVANCE SUR MOURABAHA .IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA .TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS .ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE .COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS		
EFFECTIFS (En Nombre)	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2083	2044
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	620	585
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1463	1459
Cadres (équivalent plein temps)	1523	1484
Employés (équivalent plein temps)	560	560

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE						
	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	-	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		2.642.127	919.964			3.562.091
Créances sur la clientèle	7.356.115	4.790.887	5.497.505	13.153.183	16.539.383	47.337.073
Titres de créance	-	-	6.455.710	2.483.112	1.493.518	10.432.340
Créances subordonnées	-	-	-	-	340.000	340.000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7.356.115	7.433.014	12.873.179	15.636.296	18.372.900	61.671.504
PASSIF	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.941.937	-	218.702	492.080	54.676	3.707.394
Dettes envers la clientèle	2.174.408	2.425.215	6.331.047	776.449	-	11.707.119
Titres de créance émis	30.000	415.000	1.021.000	5.903.693	-	7.369.693
Emprunts subordonnées	-	-	-	1.000.000	2.500.000	3.500.000
TOTAL	5.146.345	2.840.215	7.570.749	8.172.222	2.554.676	26.284.206

Concentration des risques sur un même bénéficiaire (risques > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
3	3.673	2.558	541	496	3.497

**RÉSULTATS FINANCIERS**

Au 31 Décembre 2020

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

(en milliers MAD)

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	196.841
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.845.094
Créances sur la clientèle	3.474.314
Autres actifs	-
Titres détenus	1.165.310
Titres de participation et emplois assimilées	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	7.681.559
PASSIF:	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	796.973
Dépôts de la clientèle	232.099
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	1.029.072
HORS-BILAN:	
ENGAGEMENTS DONNES	1.147.289
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	-	276.258	-
Commissions sur fonctionnement de compte	-	41.589	-
Commissions sur moyens de paiement	-	143.733	-
Commissions sur opérations de titres	-	6	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	7.634	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	30.222	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	20.361	-
Autres produits sur prestations de service	-	14.476	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	23	-
Commissions sur opérations de change virement	-	18.214	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	95.892	-
Charges sur moyens de paiement	-	59.671	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	848	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	18	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	35.355	-

MARGE D'INTERET

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2.393.434	2.226.885
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74.130	69.447
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	96.089	47.126
Total intérêts et produits assimilés	2.563.653	2.343.458
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	535.854	649.831
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	148.497	87.548
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	382.427	261.059
Total intérêts et charges assimilés	1.066.779	998.437
Marge d'intérêts	1.496.874	1.345.021

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I.DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	495.663
. Réintégitations fiscales sur opérations courantes (+)	529.922
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	425.619
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	599.966
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	221.987
. Résultat courant après impôts (=)	377.978

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement [de propriété]	28.216	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	2.563	-
- Autres produits sur titres de propriété	25.653	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	97.038	-
- Dividendes sur titres de participation	22.315	-
- Dividendes sur participations liées	73.683	-
- Autres produits sur titres de propriété	1.039	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	301.383	-
Perte sur titres de transaction	82.773	-
Résultat sur titres de transaction	218.610	-
Plus-values de cession sur titres de placement	52.020	-
Moins-values de cession sur titres de placement	2	-
Résultat sur titres de placement	52.018	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	23	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	18	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	5	-
Produits sur opérations de change	296.159	-
Charges sur opérations de change	58.515	-
Résultat sur opérations de change	237.644	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE
1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	2.255.188	1.315.385	464.862
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	2.255.188	1.315.385	464.862

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	2.255.188	1.315.385	464.862
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	2.255.188	1.315.385	464.862

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt	464.862
Réintégitations	A +B 543.236
Pénalités et majorations	167
Charges sur ex antérieurs	556
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	-
A Total réintégriations 1	724
Provision pour risques généraux	529.922
Impôt contribution cohésion sociale	12.590
B Total réintégriations 2 provisions autres que CES	542.512
Déductions	C+D 425.619
Produits des participations	98.561
Plus values cession OPCI	306.586
C Total déductions 1	405.147
Reprises provisions	20.471
Autres reprises provisions	-
Reprises sur PRG	-
D Total deductions 2	20.471
Résultat Brut Fiscal	I+II-III 582.479
Reports Déficitaires antérieurs	-
Amortissements fiscalement différés	0,00
Déficit exploitation reportable	0,00
Résultat Net Fiscal	IV-V 582.479
IS Brut avant imputation crédit CM	VI**IS 215.517
Credit cotisation minimale	-
IS de l'exercice	VII-VIII 215.517
Résultat Net	I-IX 249.345

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	39.408	-
Divers autres produits bancaires	39.321	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	39.321	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	87	-
Autres charges bancaires	95.104	-
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	498	-
Divers autres charges bancaires	94.604	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	74.729	-
Produits rétrocédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	7	-
Divers autres charges bancaires	19.868	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	2	-
Produits d'exploitation non bancaires	340.853	-
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	325.120	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
Produits accessoires	3.874	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	11.859	-
Charges d'exploitation non bancaires	-	-
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	363.864	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	363.061	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	801	-

COMPTE DE LA CLIENTELE

	31/12/2020	31/12/2019
Comptes courants	48.752	43 108
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	27.212	28 544
Autres comptes chèques	1.627.493	1 299 205
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	384.132	335 122
Comptes à terme	2.458	2 428
Bons de caisse	715	746
Autres comptes de dépôts	304	3 624

RESEAU

	31/12/2020	31/12/2019
Guichets permanents	307	299
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	482	374
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3-4)
A. TVA collectée	242.856	284.886	266.441	261.301
B. TVA à récupérer	38.602	150.788	156.722	32.668
Sur charges	28.414	115.611	117.997	26.028
Sur immobilisations	10.188	35.177	38.725	6.640
C. TVA due ou credit de TVA (A-B)	204.254	134.098	109.719	228.632

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

Rubrique	31/12/2020		31/12/2019	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	515.041	40.853	362.759	20.137
Créances douteuses	245.960	37.789	252.973	48.197
Créances compromises	3.189.995	1.892.101	2.785.129	1.663.676
TOTAL	3.950.996	1.970.743	3.400.861	1.732.010

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Perthes sur créances irrécouvrables	9.996	-
Perthes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	953	-
Perthes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	9.043	-
Autres dotations aux provisions	607.485	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	100	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	607.385	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	124.984	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	124.645	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	339	-
Récupération sur créances amorties	14.024	-
Autres reprises de provisions	22.524	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	22.524	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	-	-
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	30.801	-
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	30.801	-

Fidarc
Grant Thornton

47, rue Alaa Ben Abdellah
20. Bld Casablanca
Maroc

COOPERS AUDIT

83 Avenue Hassan II
20.100 Casablanca
Maroc

CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8 568 082, dont un bénéfice net de KMAD 249 345 relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 22 février 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de la Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Groupe Grant Thornton
International Ltd
47, Rue Alaa Ben Abdellah - Casablanca
Tél. 0522 22 54 49 00 Fax : 05 22 29 66 70
Faïçal MEKOUAR
Associé

COOPERS AUDIT MAROC S.A.
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 11
Abdelaziz ALMECHATT
Associé

CIH > BANK

RÉSULTATS FINANCIERS

Au 31 Décembre 2020

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 2.832.473.500 DIRHAMS • SIEGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA -

La banque de demain dès aujourd'hui

En réponse aux Hautes Orientations de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu l'assiste, CIH BANK a le plaisir de participer au Programme National d'Accompagnement et de Financement des Petites Entreprises et Porteurs de Projets.



Réalisez vos objectifs avec
"INTELAK AL MOUSTATMIR"
de CIH BANK

Une offre de financement
et d'accompagnement complète :

- Un pack de services gratuits :

- ✓ Compte courant,
- ✓ Carte internationale Visa Premier,
- ✓ CIH Online PRO,
- ✓ Remises de chèques gratuites.

**Un taux de crédit de 2%* ;
Des frais de dossier à 0 DH.**

